

CTL du 28 mars 2013 - déclaration liminaire

Pour FO DGFIP 12 le Gouvernement poursuit une politique d'austérité et de rigueur dans notre ministère, jugé non prioritaire, qui conduit inexorablement à la remise en cause de nos missions. Une réduction du budget annoncé de 15% sur 3 ans avait ainsi été décidé. Le premier ministre souhaite aller plus loin avec 5 milliards d'économies supplémentaires en 2014.

Le projet de budget départemental présenté ce jour en CTL est le reflet de la décision de réduire les moyens de fonctionnement de notre administration après avoir entériné en début d'année les nouvelles suppressions d'emplois. Comment les personnels vont pouvoir encore supporter au quotidien le manque de moyens pour exercer les missions de service public dans des conditions acceptables ?

A cela vient se rajouter :

- le gel des salaires pour la 3ème année consécutive,
- un plan de qualification ministériel toujours non signé laissant les agents concernés dans le doute.
- La non revalorisation des frais de déplacement

Toutes ces mesures contribuent à développer un stress et une pression de plus en plus difficile à supporter par les agents au quotidien.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP 12** une nouvelle fois, dénonce cette rigueur renforcée et récuse la démarche stratégique, prétexte aux futures suppressions d'emplois, à la réduction du réseau et à la restructuration des missions financières comme fiscales. Nous nous sommes réjouis de la suppression de la RGPP, véritable machine à broyer les agents de la fonction publique. Nous apprenons à connaître le processus de la M A P qui est autant, voire plus destructeur pour nos services.